Rwanda : le passeport unique africain, une question de volonté politique

PANA, 15 juillet 2016 (Une analyse d'Aimable Twahirwa, correspondant de la PANA à Kigali) Kigali, Rwanda - Le lancement du tout premier passeport commun africain en marge du 27^eme sommet de l'Union africaine (UA) dans la capitale rwandaise, Kigali, représente de réels défis pour les gouvernements africains de mettre en œuvre l'agenda ambitieux de l'unité du continent, depuis la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en mai 1963, affirme les analystes.

Le sommet devrait discuter principalement des stratégies pour atteindre les droits des femmes, mais l'ordre du jour comprend également de faire avancer l'Agenda 2063 de l'UA qui se concentre principalement sur les priorités essentielles, dont le passeport africain, qui doit être servi en premier lieu aux chefs d'Etat et de gouvernement, aux ministres des Affaires étrangères et aux représentants permanents des Etats membres de l'UA à son siège à Addis-Abeba, en Ethiopie. Avec les efforts actuels consacrés à la mise en œuvre de cette initiative, certains analystes estiment qu'il est important non seulement de se concentrer sur le panafricanisme, un concept qui est devenu depuis longtemps un slogan répandu, mais aussi pour que les Etats africains aillent au-delà de la volonté politique et adopter des mesures concrètes. Les politiques et les régimes de visas existants à certains niveaux de pays ont fait depuis fort longtemps qu'il est difficile pour les gens de voyager à travers le continent comparés aux détenteurs d'un passeport étranger. Cependant, la situation dans de nombreux pays africains a été entravée par certains facteurs, y compris la mauvaise gouvernance et les frontières poreuses, selon les analystes. Dans le but de réaliser cet engagement politique d'assurer la libre circulation des personnes, certains analystes estiment également qu'il est essentiel que ces efforts devraient se compléter mutuellement. Actuellement, les différents acteurs y compris les hommes d'affaires, la Société civile et les décideurs continuent de remettre en question le rôle que le «passeport africain unique» pourrait avoir dans le mouvement des personnes, mais la réponse se trouve encore dans les engagements que les Etats membres ont eux-mêmes fait pour promouvoir cette intégration continentale avec l'objectif principal d'initiatives d'intégration régionale.

Mais la Présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), le Dr Nkosazana Dlamini-Zuma pense que la réponse des citoyens africains sur la question d'un passeport africain est également très accablante. "Le passeport africain va se construire sur le succès obtenu par les blocs commerciaux et aider à réaliser le rêve de la libre circulation des Africains à travers le continent", a-t-elle déclaré. En effet, les rapports officiels indiquent que les Africains, qui ont besoin de visas pour voyager vers 55 pour cent des autres pays africains, peuvent obtenir un visa à l'arrivée à seulement 25% des autres pays et n'ont pas besoin de visa pour se rendre à seulement 20% des autres pays du continent. En s'appuyant sur cette tendance, la Banque africaine de développement (BAD) indique dans son dernier rapport de l'Index du Africa Visa Openness que seuls 13 pays africains offrent actuellement un accès libéralisé à d'autres Africains. L'indice du Africa Visa Openness mesure le degré d'ouverture des pays africains en matière de visas en regardant ce qu'ils demandent aux citoyens d'autres pays en Afrique quand ils voyagent. Mais le public est convaincu qu'il y a aussi un besoin urgent de la structure et des politiques des gouvernements aux niveaux nationaux respectifs pour intégrer cette nouvelle approche. Les experts soulignent également la nécessité de créer des règles d'immigration appropriées et des régimes de visas au niveau de chaque pays dans une démarche pour permettre aux gens de se rendre dans un autre pays africain sans visa. "Le visa ouvert est une étape essentielle vers une Afrique plus intégrée. Il y a d'énormes gains potentiels à avoir pour les pays et régions à travers l'Afrique en ayant plus de politiques de visa ouvert pour d'autres Africains", a déclaré le rapport de la BAD. Les experts sont convaincus que le nouvel engagement d'introduire un passeport africain pourrait inciter certains Etats membres de l'UA à renforcer leurs relations les uns avec les autres dans d'autres domaines.